

Veille santé Hongrie

Novembre 2024

Sándor Pintér s'exprime sur le secteur de la santé

Sándor Pintér, ministre de l'Intérieur mais dont le portefeuille comporte aussi l'éducation et la santé, s'est exprimé sur ce second volet lors de la conférence de l'Association des hôpitaux hongrois. Il a notamment déclaré qu'il avait reçu le mandat de développer le meilleur système de santé en Europe, mais en fonction des capacités du pays.

La Hongrie compte un retard notable sur la moyenne européenne en termes d'espérance de vie, mais elle apparait en revanche au même niveau en termes de traitement après le diagnostic. Le ministre a souligné que l'accent serait mis davantage à l'avenir sur la prévention, notamment afin de mieux prendre en compte le fait que la hausse du nombre d'années passées en bonne santé pourrait entraîner une augmentation du PIB pouvant aller jusqu'à 2,5 %.

Selon lui, la para solvabilité (pourboire donné aux médecins et infirmiers par les patients pour avoir un meilleur traitement) avait constitué un problème majeur du secteur de la santé, mais qu'il avait été réduit de 80 à 90 % et qu'il serait bientôt complètement éliminé. Sándor Pintér a également rappelé qu'en suivant le modèle de l'Europe occidentale et grâce au relèvement en plusieurs étapes opéré sur les revenus des personnels de santé, l'effet de ciseaux entre ceux-ci et les revenus des médecins était tombé à seulement 37 %.

Le ministre a également évoqué plusieurs facteurs qui affectent négativement l'efficacité des soins en Hongrie. Entre janvier et fin août 2024, il a été observé que 200 médecins exerçaient leur activité à temps plein et auscultaient entre 50 et 100 patients pendant leurs heures de travail à l'hôpital tandis que, pendant le service effectué dans le cadre privé, le nombre de patients passait à 1800. Pour éliminer ces anomalies, 300 inspecteurs allaient être déployés dans 108 hôpitaux à travers le pays afin d'établir un nombre minimum de patients qui devront être traités pendant les heures de travail à l'hôpital. Sándor Pintér rappelle que les horaires de 6 heures de travail/jour ont déjà été portés à 8 heures par jour pour les soins ambulatoires. Actuellement, il existe 6 000 cabinets médicaux dans le pays. Il a également souligné qu'auparavant, 30 à 40 % des médecins ne disposaient pas de tout l'équipement nécessaire pour soigner, mais que, désormais, tous les cabinets avaient été équipés.

Sur la pénurie de médecins généralistes, Sándor Pintér a indiqué qu'il existait des disparités géographiques, et que les soins dans les zones isolées seraient assurés par télémedecine depuis le service de bénévolat de Malta à Bicske. Celui-ci est équipé en ambulances pour intervenir en cas de besoin. S'agissant des services de garde de soins primaires, assurés dorénavant dans tout le pays par le Service national d'Ambulance, le ministre a considéré qu'il fonctionnait désormais de manière efficace.

Sándor Pintér a rappelé que l'un des objectifs de son plan était que tous les établissements de soins disposent d'équipements de tomodensitométrie et d'IRM d'ici à 2026, avec une couverture d'au moins 85 % d'ici à l'an prochain. En ce qui concerne l'intelligence artificielle dans l'évaluation pathologique des tumeurs colorectales, l'efficacité était déjà supérieure à 80 % et, selon lui, « ce taux pourrait être porté à 94 % très prochainement ». L'application EgészségAblak est déjà utilisée par 3 millions de personnes, mais seulement 60 % des hôpitaux y sont connectés.

Le ministre a, enfin, annoncé que l'approvisionnement en matériel serait centralisé : tous les équipements nécessaires aux traitements médicaux seront déposés dans l'entrepôt de Páty, d'où ils seront ensuite distribués à tous les centres de soins de santé du pays. Les 26 entrepôts précédents seront ainsi supprimés, et l'usine de Páty sera bientôt mise en service avec 200 produits.

Nomination d'un Commissaire ministériel du tourisme de santé

Márton Nagy, ministre de l'économie nationale, a nommé M. Róbert Láng comme Commissaire ministériel du tourisme de santé à partir du 12 novembre 2024. Selon le ministre, l'industrie de la santé et le tourisme de santé sont des secteurs importants, avec un potentiel d'attractivité élevé en Hongrie.

Róbert Láng a été directeur professionnel du Centre national des soins de santé et conseiller principal auprès de la Direction générale des hôpitaux nationaux et avait précédemment travaillé au développement du système de santé hongrois. Son nouveau rôle, comme commissaire ministériel, consistera surtout, de facto, à aider le secteur de la santé à gérer les actifs et les données.

Dettes des hôpitaux

À partir de janvier, un nouveau système sera introduit pour gérer les dettes des hôpitaux publics. Ces derniers recevront un financement supplémentaire de 12,5 Mds HUF par mois mais, en contrepartie, le gouvernement introduira un taux d'endettement maximal. En cas de dépassement de ce taux, les conséquences se répercuteront sur les salaires des gestionnaires.

Les autres décisions arrêtées sont les suivantes :

- Les cliniques spécialisées échappent à la nationalisation, mais seront en revanche inspectées plus souvent ;
- Si les cliniques sont déficitaires, elles pourront s'adresser à l'OKFŐ pour obtenir des recommandations ;
- Le gouvernement va mettre en place un « financement basé sur les coûts réels » ;
- Les médecins qui travaillent pour des prestataires privés seront soumis à de nouvelles règles plus strictes : ceux qui ne traitent pas un nombre suffisant de patient dans le secteur public n'obtiendront pas de seconde licence professionnelle.

Plusieurs journaux ont repris l'affirmation du secrétaire d'État selon laquelle il travaille sur un « financement basé sur les coûts réels ». Cela signifie en réalité que le gouvernement ne finance actuellement pas les hôpitaux en fonction de leurs dépenses réelles et ce serait la raison pour laquelle les institutions accumuleraient constamment des dettes.

Changement dans la restauration scolaire

Un décret paru en novembre modifie les exigences nutritionnelles et sanitaires applicables à la restauration scolaire à partir du 9 février 2025. En vertu de ce décret, l'utilisation de plusieurs produits susceptibles de provoquer des allergies ou des intolérances seront interdits dans la restauration publique. Il s'agit des produits suivants : les arachides, les fruits à coques, les graines de sésames et les produits dérivés.

Des sommes astronomiques sont dépensées pour les soins de santé privé

Les Hongrois dépensent 600 à 800 Mds HUF par an pour des soins médicaux privés, et un quart des soins sont assurés par les prestataires privés, selon l'étude réalisée par Szinapszis.

Pour ce qui est du paiement des soins privés, la proportion de personnes qui honore leurs factures au moyen d'un prêt s'accroît chaque année et s'est établie à 8 % l'an passé. 14 % paient via l'assurance maladie et environ 12 % des soins médicaux privés sont réglés par l'intermédiaire d'une assurance ou d'un financement de l'employeur. Mais la majorité, soit une personne sur deux, continue de payer directement de sa poche.

Sur les 360 000 HUF que représentent le panier de soins annuel moyen d'un ménage, 44 000 HUF sont dépensés dans des cabinets privés, soit le même montant qu'en 2023. Cela correspond à peu près au prix d'une seule consultation dans une clinique de Budapest.

Depuis l'année passée, les Hongrois choisissent le privé non plus pour la réputation du médecin, mais simplement pour que leur cas soit traité le plus rapidement possible. Selon l'enquête, bien qu'un Hongrois sur trois se rende dans un cabinet privé, ni le montant dépensé ni le nombre de patients n'ont augmenté par rapport à l'année dernière.

Les services les plus recherchés dans le privé sont : l'ophtalmologie, l'obstétrique et la gynécologie, les procédures orthopédiques, la chirurgie d'un jour et la chirurgie oculaire au laser. Les opérations qui visent à corriger les défauts de réfraction et les défauts liés à l'âge ne sont actuellement disponibles que dans les cliniques privées. Les coûts de ces opérations varient entre 159 000 et 487 000 HUF.

En 2023, les Hongrois ont dépensé plus de 8 Mds HUF dans les cliniques ophtalmologiques privées, soit au moins 8 000 traitements. Actuellement, cinq grands cabinets dominent ce marché national. Les jeunes de 18 à 40 ans consultent les cliniques principalement pour la myopie, les personnes âgées pour l'hypermétropie et la chirurgie de la cataracte, qui touche 92 % des plus de 80 ans. Cette dernière opération est également disponible dans le cadre des soins publics, mais les délais d'attente varient d'une région à l'autre, allant d'un mois et demi à un semestre, tandis que dans la Grande Plaine du Nord, la moyenne est de 200 jours, selon le site de NEAK. Près de 5 000 personnes attendent cette intervention dans les soins publics.

D'après l'enquête, les patients paient généralement les opérations en une seule fois, même si, dans de nombreux endroits, la possibilité d'un paiement par tranche (1 %) est également acceptée.

Une tendance relativement récente est que les jeunes ont également recours aux soins de santé privés : 58 % des 18-39 ans ont consulté un médecin privé au cours des trois dernières années, selon *Inspira Research*. L'enquête représentative a révélé qu'un jeune sur deux s'est rendu dans une clinique privée l'année dernière.

Les allergies et les intolérances étaient la principale préoccupation des jeunes, tandis qu'ils étaient moins intéressés par les tests de dépistage. Dans les cabinets privés, la plus grande proportion de jeunes (39 %) a consulté un dentiste, un sur trois a demandé un test de laboratoire, un sur quatre un gynécologue, un sur cinq un test d'allergie et seulement 17 % un dermatologue.

Le géant hongrois privé Medcover surperforme.

Medcover a réalisé une performance commerciale impressionnante en 2023, et a écrasé ses concurrents si l'on s'en tient au dernier rapport annuel de 2023. Ce document indique un chiffre d'affaires consolidé du réseau de cliniques privées supérieur à 27 Mds HUF, soit une augmentation de 21,4 % par rapport aux 22,23 Mds HUF générés en 2022. Il s'accompagne d'un bénéfice après impôts de près de 3 Mds HUF.

Le taux de croissance de 21,4 % reste toutefois inférieur en comparaison des près de 30 % générés en moyenne au cours des cinq dernières années. Cette performance est en revanche meilleure que la moyenne des plus grands fournisseurs. Si on tient compte du fait que l'année dernière, les recettes globales du secteur ont augmenté d'environ 5 %, ce qui est bien inférieur au taux d'inflation, Medcover a largement surpassé le marché. Au niveau de la rentabilité, son bénéfice après impôts s'est élevé à 2,871 Mds HUF, soit près du double de son bénéfice de 2022.

Avec ce chiffre d'affaires, Medcover arrive en deuxième position parmi les cabinets privés, derrière TritonLife.



Rapport de l'OCDE

Un rapport de l'OCDE sur la santé, publié en novembre, présente des comparaisons intéressantes entre des indicateurs fondamentaux qui portent sur l'état de santé de la population et le fonctionnement des systèmes de santé dans un certain nombre d'Etats qui comprennent non seulement les pays membres de l'OCDE, mais aussi ceux candidats à l'adhésion et les partenaires clés.

Ce rapport n'est pas très positif pour la Hongrie puisque l'on y apprend que les habitants négligent le dépistage, ne mangent pas assez de fruits et légumes, que l'Etat dépense peu pour les soins de santé, avec un nombre d'infirmiers insuffisant et un pourcentage relativement élevé de personnes qui se suicident. En 2022, l'Etat hongrois a dépensé 1 867 EUR par personne pour les soins de santé, contre une moyenne européenne de 3 533 EUR. Selon les statistiques de 2022, 10,4 % du PIB de l'UE étaient consacrés aux soins de santé, contre 6,2 % du PIB en Hongrie.

L'OCDE indique que, d'une manière générale, des mesures urgentes sont nécessaires pour remédier à la pénurie de personnel de santé en Hongrie, mais c'est aussi le cas pour les autres pays. On relevait dans l'UE, et toujours pour la même période de référence, une pénurie d'environ 1,2 million de médecins, d'infirmiers et de sage-femmes, et ce malgré la hausse des salaires en termes réels des médecins pour la plupart des pays depuis 2012. De ce point de vue, l'étude de l'OCDE attire l'attention sur la Hongrie, où les salaires des médecins ont beaucoup augmenté ces dernières années. La Hongrie possède 3,5 médecins pour mille habitants, contre 4,2 en moyenne dans l'UE. C'est la Grèce qui compte le plus faible nombre d'infirmiers par habitant au sein de l'UE, mais la Hongrie figure également parmi les plus mauvais élèves, avec moins de 6 infirmiers pour 1 000 habitants, contre une moyenne de 8,4 dans l'UE.

En Hongrie, les maladies circulatoires et le cancer sont les principales causes de décès. Selon les experts, les tests de dépistage ont un rôle majeur dans la détection du cancer, mais en Hongrie, peu de personnes profitent de cette opportunité. La Hongrie arrive à la première place pour le nombre de décès causés par le cancer : 452 décès évitables pour 100 000 personnes de moins de 75 ans, contre une moyenne européenne de 200. Selon le rapport, cette situation ne résulte pas seulement de l'absence de dépistage, mais tient aussi au fait que même si la maladie est détectée suffisamment tôt, les patients ne reçoivent pas toujours un traitement suffisamment rapide et efficace.

Outre le dépistage, le rapport relève que le mode de vie tient également un rôle important dans la prévention des maladies. L'OCDE a d'abord analysé le tabagisme : bien que les adolescents aient été moins nombreux à fumer dans la plupart des pays de l'UE au cours de la dernière décennie, en 2022, 17 % des jeunes - soit environ un jeune de 15 ans sur six - déclaraient avoir fumé une cigarette au moins une fois au cours du mois écoulé. En Hongrie, près d'un jeune sur quatre a déclaré la même chose. Dans l'UE, 14 % des jeunes de 15 ans ont déclaré avoir consommé des boissons sucrées tous les jours en 2022. En Hongrie ce taux est de 20,1 %. Par ailleurs et en moyenne, 60 % de la population adulte de l'UE consomme des légumes frais et 61 % des fruits frais au moins une fois par jour. En Hongrie, seulement 41 % des adultes mangent des fruits tous les jours, et seulement un tiers des légumes au quotidien.

L'OCDE s'est également penché sur l'analyse d'un autre facteur de risque : l'obésité. Il existe actuellement plus de personnes obèses dans le monde que de personnes qui souffrent de la faim. L'obésité peut réduire l'espérance de vie de 3 à 12 ans et le nombre d'années sans maladie de 25. Cela représente une charge financière importante pour les individus et la société. À Malte, 29 % des hommes sont considérés comme obèses, contre 25 % en Hongrie.

La Hongrie obtient en revanche des très bons résultats pour l'activité physique. Le trio de tête est formé de la Finlande, l'Irlande et la Hongrie, et la queue du peloton par l'Italie, la Lituanie et la France.

En ce qui concerne le suicide, environ 47 300 personnes ont mis fin à leurs jours dans l'UE en 2021, ce qui représente 10,2 décès pour 100 000 habitants. La Slovénie, la Lituanie, suivies de la Hongrie, affichent les taux de suicide les plus élevés de l'UE. En 2021, l'UE comptait 16,8 suicides pour 100 000 hommes et 4,6 pour 100 000 femmes. En Hongrie, il y a eu plus de 25 suicides pour 100 000 hommes et plus de 5 pour 100 000 femmes.